

Synthèse des conclusions de l'enquête sur les conditions de vie des étudiant·es à Amiens en 2019/2020

Contacts : - Amandine Montuelle (chargée d'études à l'ADUGA, a.montuelle@aduga.org, 03 22 22 31 68) ou Jérôme Grange (directeur de l'ADUGA, j.grange@aduga.org, 03 22 22 31 65)

18 janvier 2021



Avec 168 étudiant·es pour 1.000 habitant·es, la métropole amiénoise est, après celle de Nancy, l'agglomération de France présentant la plus forte densité de jeunes en formation supérieure. En contribuant à la montée en gamme des compétences de nos futur·es actifs et actives, en favorisant le dynamisme du territoire, cette réalité constitue une grande chance pour Amiens et le Grand Amiénois.

*Une chance, mais aussi un devoir pour les collectivités, celle de **contribuer à la mise en place des meilleures conditions de vie et d'études possibles** à un moment de l'existence qui est celui de grandes transitions.*

*Afin d'alimenter la définition de ses politiques publiques en direction de la jeunesse et de l'enseignement supérieur, Amiens Métropole a demandé à l'ADUGA de piloter une seconde grande enquête auprès des étudiant·es amiénois·es afin de mettre à jour la connaissance de leurs conditions de vie. Celle-ci fait suite à celle conduite en 2015. Pour ce millésime 2019/2020, ce sont **plus de 3.000 étudiant·es qui ont répondu sur les 31.000 que compte notre agglomération.***

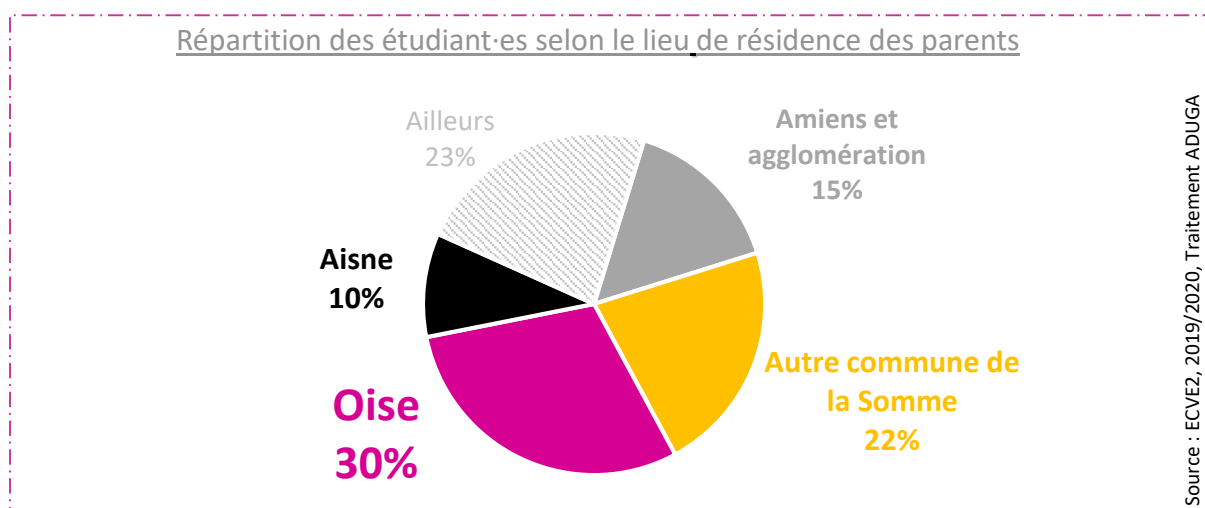
*A l'été 2020, cette enquête générale a fait l'objet d'une phase complémentaire afin de connaître **le vécu du confinement du printemps** par nos étudiant·es.*

A travers l'exploitation des réponses des étudiant·es au **questionnaire en ligne, accessible du 21 octobre 2019 au 31 janvier 2020**, nous avons tenté de répondre à différentes questions permettant de **dresser un état des lieux de la vie étudiante** dans l'agglomération amiénoise.

- ➔ D'où viennent nos étudiant·es ?
- ➔ Comment investissent-ils/elles l'espace ?
- ➔ S'approprient-ils/elles les équipements et services ?
- ➔ Quel(s) rôle(s) jouent-ils/elles dans la vie économique locale ?
- ➔ Se projettent-ils/elles à Amiens dans un futur proche ?
- ➔ Comment ont-ils/elles vécu le confinement du printemps 2020 ?

Nous livrons aujourd'hui les grandes réponses que nous avons retenues.

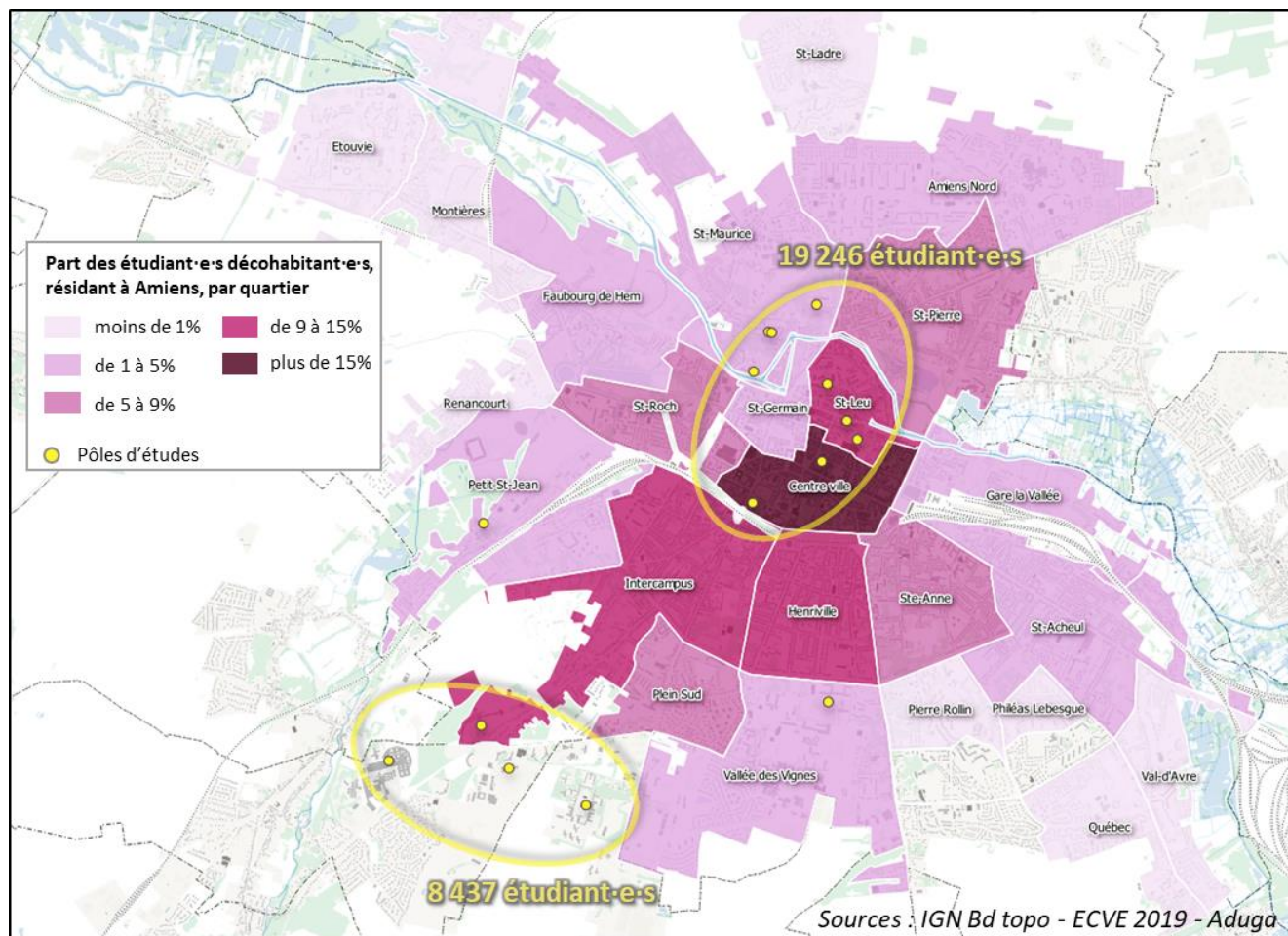
1. Le rayonnement d'attractivité de la métropole amiénoise en termes d'enseignement supérieur reste principalement limité au territoire de l'ex-Picardie



Seul un quart des étudiant·es ont des parents qui vivent à l'extérieur du territoire de l'ex-Picardie. Près d'un tiers d'entre elle.eux ont des parents résidant dans l'Oise, là où l'on aurait pu penser que les jeunes se tourneraient plutôt vers la région parisienne pour leurs études supérieures. Mais Amiens semble plus accessible, certainement en premier lieu pour des questions financières.

De plus, nos étudiant·es effectuent bien souvent l'intégralité de leur cursus d'enseignement supérieur à Amiens, ce qui traduit un fort ancrage régional et la volonté de ne pas trop s'éloigner des repères familiaux. Parmi les niveaux « bac+4 et plus » en 2019, 60% se sont inscrit·es pour la première fois dans un établissement d'enseignement supérieur à Amiens entre 2014 et 2016, ce qui correspond aux années du début de leur cursus supérieur.

2. Une organisation qui concentre la vie étudiante en cœur de ville, ce qui impacte les pratiques en termes de mobilité



La métropole amiénoise a fait le choix d'un regroupement de la majorité de ses pôles d'étude en centre-ville. L'ouverture du site de la Citadelle en 2018 a suivi cette volonté. De fait, la majorité des lieux de vie étudiante sont principalement concentrés en cœur de ville : lieux d'études, lieux de résidence, lieux de sorties. La carte ci-dessus illustre parfaitement le phénomène. Près de 20% des étudiant·e·s qui ne vivent plus chez leurs parents et résident à Amiens ont un logement dans le quartier du centre-ville, environ 10% déclarent habiter le quartier St Leu (abritant également les lieux de sortie comme les bars et discothèques), 10% également dans le quartier Henriville. Cela montre également que l'offre de logements est suffisante pour permettre aux étudiant·e·s de se loger massivement dans les quartiers centraux. Puis, plus l'on s'éloigne du centre-ville, moins le nombre d'étudiant·e·s résident·e·s est élevé. Ainsi, les distances domicile-lieu d'étude sont assez réduites, près de la moitié des étudiant·e·s ont un temps de trajet inférieur à 15 minutes, qu'ils et elles effectuent le plus souvent, comparativement aux autres modes de transport, à pied (38%). Par rapport à 2015, plus d'étudiant·e·s privilégient la marche à pied pour se rendre sur leur lieu d'études, et l'utilisation du réseau de bus et de la voiture est en baisse. Ce constat peut être lié avec l'ouverture de la Citadelle qui a amené 5 000 étudiant·e·s supplémentaires à proximité du centre-ville.

3. Les étudiant·es semblent sous-utiliser les équipements et services culturels, sportifs, de santé... Plusieurs causes possibles.

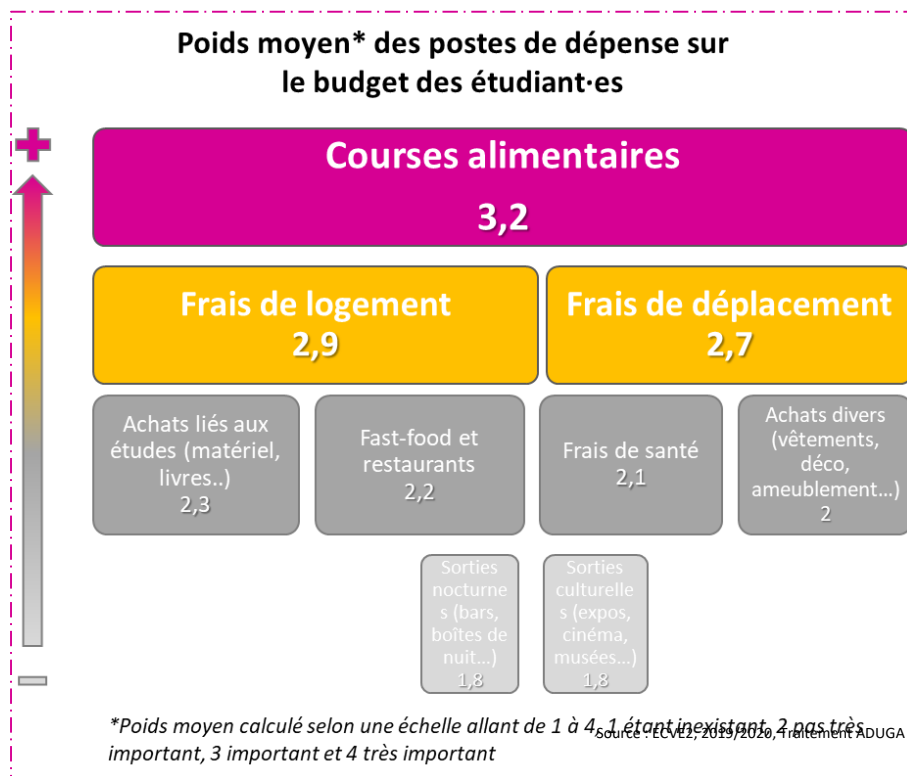
Près d'un étudiant·e sur deux déclare avoir déjà renoncé à des soins alors qu'il ou elle en avait besoin. Près de la moitié d'entre eux l'expliquent par le fait d'avoir « attendu que les choses aillent mieux d'elles-mêmes », 42% par un emploi du temps pas adapté, 41% par manque de moyens financiers, mais seulement 12% par la non connaissance d'un bon médecin.

Seuls 6 lieux culturels amiénois (Cathédrale, Cinéma Gaumont, Maison de la Culture, Cirque Jules Verne, Ciné St Leu, Zénith) sont connus par 70% ou plus des étudiant·es. Tous les autres sont connus par moins de la moitié des étudiant·es. C'est le cas par exemple de la Lune des Pirates, que seul·es 30% des étudiant·es disent connaître, dont la moitié sans n'y avoir jamais été, alors que l'on pourrait aisément penser que c'est un lieu qui pourrait être apprécié par la classe d'âge que couvrent les étudiant·es. Les raisons déclarées empêchant les étudiant·es de fréquenter les programmations culturelles sont pour la moitié d'entre eux le manque de temps, pour 38% des prix trop élevés, pour 26% une mauvaise information, pour 24% un désintérêt.

Près d'1 étudiant·e sur 2 pratique une activité physique régulière. La pratique en club dans Amiens Métropole est très peu représentée. Les étudiant·es déclarent surtout faire des sports en pratique libre, ce qui permet notamment une flexibilité dans l'emploi du temps et sur les coûts engendrés. Ils sont également 45% à déclarer pratiquer un sport régulier dans la catégorie « Gym/Fitness/Pilate/Renforcement musculaire/Musculation », un phénomène certainement boosté par l'ouverture massive de beaucoup de salles de sport « low cost ». 1 étudiant·e sur 2 qui ne pratiquent pas de sport l'explique par un manque de temps, 20,5% par le fait qu'ils et elles n'aiment pas ça, 15% par le prix trop élevé. Par ailleurs, ils et elles ne fréquentent que très peu les équipements sportifs de la métropole (piscines, patinoire, terrains de sports en libre accès). Enfin, 7 étudiant·es sur 10 disent n'avoir assisté à aucun événement sportif entre le 1^{er} janvier 2019 et la date où ils ont rempli le questionnaire.

Au regard de ces trois exemples, plusieurs hypothèses explicatives de la sous-utilisation des équipements et services se dégagent, de la plus à la moins prégnante : un désintérêt des étudiant·es, un manque de moyens financiers, une communication défailante tant sur les équipements/services que sur les aides ou tarifs préférentiels qui pourraient leur faciliter l'accès, une offre inadaptée aux attentes des étudiants.

4. Des dépenses centrées sur les besoins « essentiels » et une relative faible participation au marché du travail

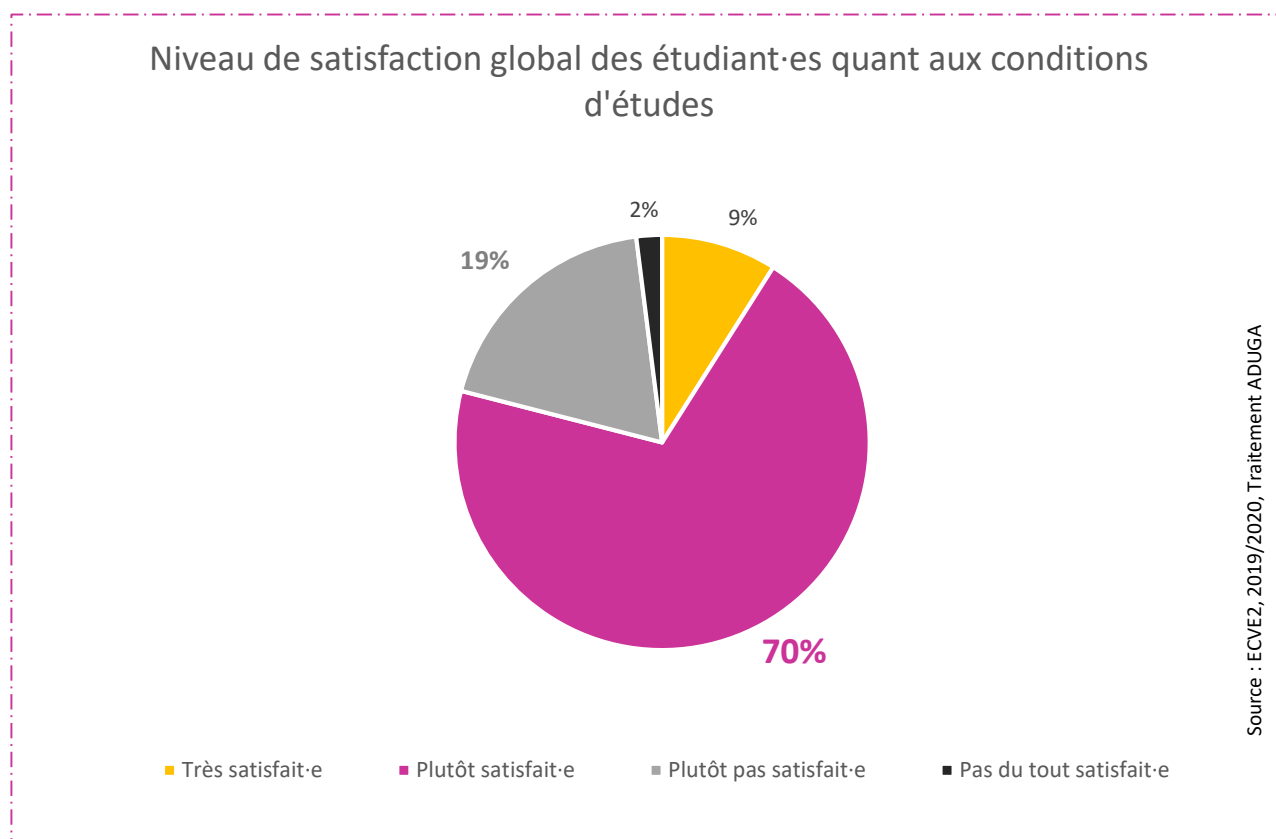


Moins d'un quart des étudiant·es (22%) déclarent exercer une ou des activités professionnelles en parallèle de leurs études, ce qui est une part qui semble relativement faible au regard de la situation dans d'autres agglomérations françaises et du niveau de vie plutôt moyen ou modeste de la population dans l'ex-Picardie. En effet, on pourrait faire l'hypothèse que les parents de ces étudiant·es aient des difficultés à subvenir à leurs besoins financiers, ce qui

supposerait un besoin indispensable d'avoir des revenus extérieurs.

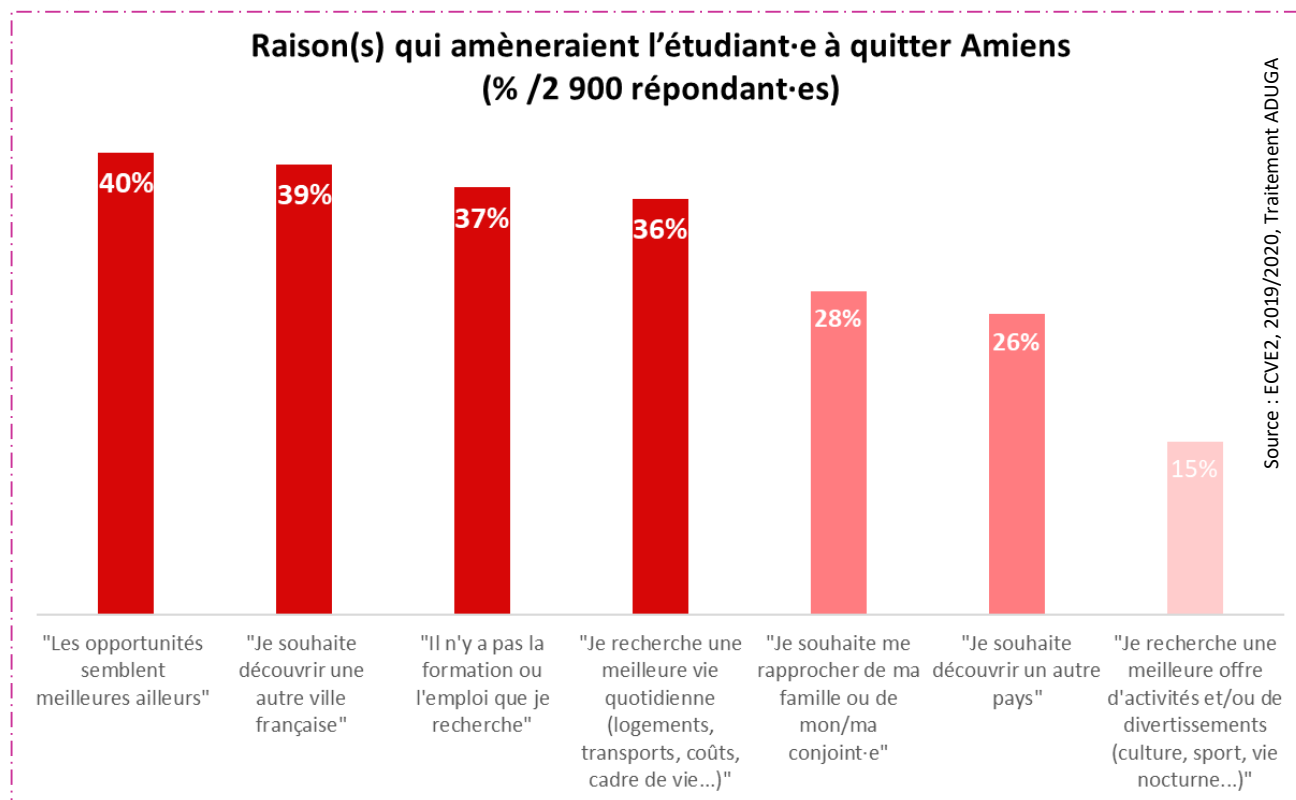
Outre la rémunération par le travail, nous avons trois quarts de nos étudiant·es (décohabit·es en logement indépendant) qui perçoivent une allocation logement et 1 étudiant·e sur 2 perçoit une bourse d'études. Cette part de boursier·es fait partie des plus élevées parmi l'ensemble des agglomérations françaises. Les étudiant·es qui ne travaillent pas déclarent pour près d'un tiers soit une incompatibilité avec les études, soit le souhait de donner la priorité à leurs études. Cependant, 16% déclarent tout de même ne pas avoir trouver de travail alors qu'ils et elles en cherchaient un et seulement 7% expliquent le fait de ne pas travailler par le fait d'avoir des ressources financières suffisantes. Les aides sociales semblent alors jouer leur rôle de régulation pour leur permettre de subvenir à leurs besoins essentiels, qui constituent les postes de dépense les plus pesant sur leur budget (voir graphique), sans pour autant leur offrir une situation très confortable.

5. Des étudiants qui déclarent être globalement satisfaits de leur vie à Amiens



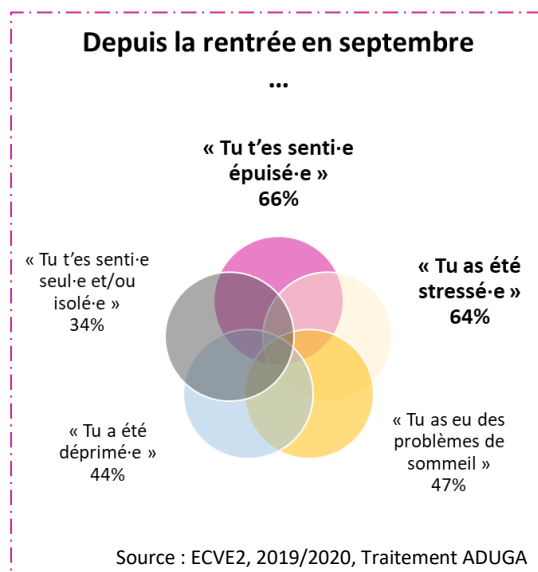
8 étudiant·es sur 10 se déclarent plutôt satisfait·es, voire très satisfait·es globalement de leurs conditions d'études. Par ailleurs, seul·es 11% des étudiant·es déclarent ne pas être satisfaits de leur logement actuel qu'ils et elles ont trouvé, pour près de 7 sur 10 d'entre elle·eux plutôt facilement voire très facilement. Comparativement à 2015, tous ces niveaux de satisfaction sont en hausse chez nos étudiant·es.

6. Retenir dans l'agglomération les jeunes diplômés ne semble pas être mission impossible



S'agissant de se projeter à Amiens pour réaliser son stage de fin d'études, près de la moitié des étudiant-es répondent « Peut-être, tout dépend des opportunités ». S'agissant d'une poursuite d'études ou un futur emploi, 40% ne savent pas dire aujourd'hui si oui ou non ils souhaitent rester à Amiens. On constate alors une part importante d'indécis-es quant à l'envie de quitter Amiens ou non. Ce qui laisse la porte ouverte à des leviers d'actions pour faire en sorte de leur offrir les conditions adéquates et attendues pour qu'ils restent sur notre territoire. Lorsqu'on les interroge sur les raisons qui pourraient les amener à quitter Amiens, on retrouve pour plus d'un tiers des étudiant-es des réponses qui laissent entendre qu'il suffirait qu'Amiens puisse leur offrir les opportunités et les conditions de vie auxquelles ils et elles aspirent (voir graphique).

7. Une santé mentale qui semble se dégrader, phénomène amplifié pendant le confinement du printemps



Les indicateurs sont plutôt au rouge en ce qui concerne l'état de santé mentale des étudiant-es amiénois-es. Comparativement à l'enquête de 2015, ils sont plus nombreux et nombreuses à déclarer s'être senti-es épuisé-es, stressé-es ou encore avoir rencontré des problèmes de sommeil. Cette évolution traduit alors une dégradation de leur état psychologique en tant qu'étudiant-e. Une cellule d'écoute psychologique, Happsy Hours, existe pourtant afin de les accompagner, mais plus de 8 étudiant-es sur 10 n'en ont pas connaissance.

Source : ECVE2, 2019/2020, Traitement ADUGA

Le confinement du printemps est venu s'ajouter à cette situation et, au regard de ce qu'ont exprimé les étudiant-es, ce contexte inédit est venu amplifier leurs émotions négatives déjà présentes dans leur quotidien. Dans notre enquête, ils ont évalué en moyenne à 5,6/10 leur niveau d'inquiétude pendant le confinement, et avancent 3 facteurs principaux qui ont joué négativement sur celui-ci : la peur de la pandémie, l'incertitude sur la durée du confinement, le côté anxiogène des médias.

Principaux sentiments pendant le confinement

